



**Evolution de la situation économique, financière et monétaire des  
Comores au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2014**

-----

**SEPTEMBRE 2014**



## SOMMAIRE

<b>1 – EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX .....</b>	<b>4</b>
<b>2 - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR.....</b>	<b>6</b>
<b>3 – BALANCE DES PAIEMENTS DE L'ANNEE 2013.....</b>	<b>8</b>
<b>3.1 – Le compte des transactions courantes.....</b>	<b>8</b>
<b>3.2 – Le compte de capital et d'opérations financières .....</b>	<b>10</b>
<b>4 – EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>12</b>
<b>4.1 – Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2014 .....</b>	<b>12</b>
<b>4.2 – Exécution du budget au 1er semestre 2014 .....</b>	<b>12</b>
<b>4.2.1 - Les recettes .....</b>	<b>13</b>
<b>4.2.2 - Les dépenses .....</b>	<b>13</b>
<b>5 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE.....</b>	<b>14</b>
<b>5.1 – La masse monétaire .....</b>	<b>14</b>
<b>5.2 - Les contreparties .....</b>	<b>15</b>

L'économie mondiale continue de subir les effets négatifs liés aux instabilités sur les marchés financiers, notamment avec l'aggravation des risques géopolitiques. Ainsi, en juillet 2014, le FMI a révisé ses prévisions de croissance mondiale pour 2014 à 3,4%, soit - 0,3% par rapport à sa publication d'avril 2014, en raison de la morosité observée au premier trimestre et de perspectives moins favorables dans plusieurs pays émergents.

Aux Comores, la tendance est à l'amélioration, avec un taux de croissance du PIB de 3,9% en 2014, après 3,5% en 2013 et 3% en 2012.

Cette croissance de l'activité s'effectue dans un contexte maîtrisé du niveau général des prix, le taux d'inflation étant projeté à 3%, en moyenne pour l'année 2014, après 1,6% en 2013.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution du budget au 1<sup>er</sup> semestre 2014 fait ressortir une forte détérioration du solde primaire, qui affiche un déficit de 2,3 milliards FC après un déficit de 1,4 milliard FC à la même période de l'année dernière. Cette situation s'explique essentiellement par la contraction de 1 milliard FC des recettes intérieures, s'élevant à 18,5 milliards FC contre 19,5 milliards FC en juin 2013, tandis que les dépenses intérieures sont restées stables, s'établissant à 20,8 milliards FC en juin 2014 contre 20,9 milliards FC en juin 2013.

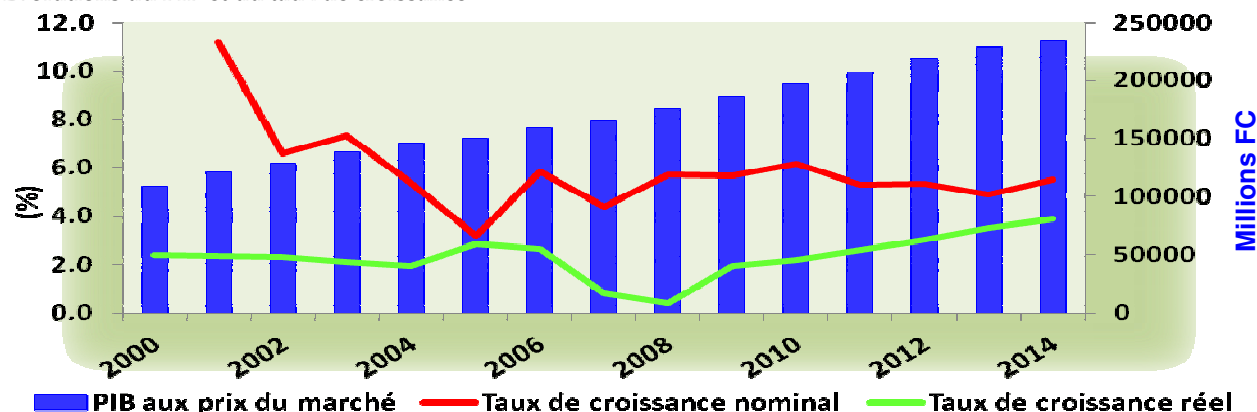
Concernant le secteur extérieur, le déficit commercial s'est légèrement amélioré, s'établissant à 48,1 milliards FC contre 52,4 milliards FC en juin 2013, soit une contraction de 8,2%. Cette évolution résulte de la forte amélioration de la valeur des exportations (+12,3%) combinée à la baisse de celle des importations (-6,9%). Pour l'ensemble de l'année, les projections tablent sur un maintien du déficit du compte courant extérieur à son niveau de 2013, soit aux alentours de 10% du PIB, en dépit d'une amélioration attendue des transferts courants privés.

La masse monétaire s'est accrue de 3,4% par rapport à son niveau de juin 2013, en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur, dont l'encours est passé de 59 milliards FC à 66,6 milliards FC, soit une hausse de 13%. En revanche, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 5% en passant de 49,2 milliards FC à fin juin 2013 à 46,8 milliards FC à fin juin 2014.

## 1 – EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX

En 2014, le taux de croissance du PIB est projeté à 3,9%.

Evolution du PIB et du taux de croissance



Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

Cette croissance est tirée encore une fois par la dynamique de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics, notamment avec la réhabilitation du réseau routier national et la production agricole, grâce à des conditions climatiques favorables.

Elle a été soutenue par la demande intérieure, qui a bénéficié de la consolidation des financements bancaires au secteur privé et des envois de fonds de la diaspora. Cette croissance devrait être renforcée avec le démarrage des activités de la société nationale de pêche prévu au cours du dernier trimestre de l'année (création de 3000 emplois directs et indirects).

PIB par branche d'activité à prix constants (en millions FC)

Secteurs /branches	2011	2012	2013	2014 *
<b>Primaire</b>	49 915	51 961	54 092	56 364
Agriculture, élevage, pêche, sylviculture	49 915	51 961	54 092	56 364
<b>Secondaire</b>	12 989	13 393	13 810	14 373
Industries manufacturières	5 146	5 249	5 354	5 514
Electricité, gaz, eau	1 514	1 549	1 584	1 629
Bâtiments et travaux publics	6 329	6 595	6 872	7 229
<b>Tertiaire</b>	40 419	41 069	42 246	43 656
Commerce, hôtels, bars, restaurants	20 796	21 670	22 580	23 686
Banques, assurances, AI, SRE	7 373	7 624	7 883	8 151
Transports et télécommunications	4 751	4 908	5 070	5 288
Administrations publiques	11 245	11 469	11 699	11 933
Autres services	219	237	256	277
Production bancaire imputée	-3 965	-4 839	-5 243	-5 680
<b>PIB</b>	<b>103 323</b>	<b>106 423</b>	<b>110 148</b>	<b>114 392</b>

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

\*Prévisions

Cette croissance devrait se réaliser dans un contexte de poursuite de la maîtrise du niveau général des prix. Le taux d'inflation devrait se situer à une moyenne de 3% en 2014, en relation avec la bonne campagne agricole et l'atténuation des tensions sur les cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires, accompagnées d'un taux de change (Dollar/Franc Comorien) favorable.

Au 1er semestre 2014, les chiffres fournis par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) confirment le ralentissement de l'accroissement du niveau général des prix, en relation avec une production agricole abondante, notamment la production maraichère. Le taux d'inflation en moyenne mensuelle affiche une baisse de -0,6% au cours du 1er semestre 2014 contre -0,1% et +0,1% à la même période en 2013 et 2012 respectivement.

En glissement annuel, l'indice des prix a enregistré une hausse de 0,4% entre juin 2013 et juin 2014, le taux d'inflation ressortant à 2,7% en moyenne sur la période.

**Indice des prix à la consommation**

*Année de base 1999*

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Taux d'inflation annuel (en %)</b>	4,7	4,9	3,8	1,8	6,3	1,6	3

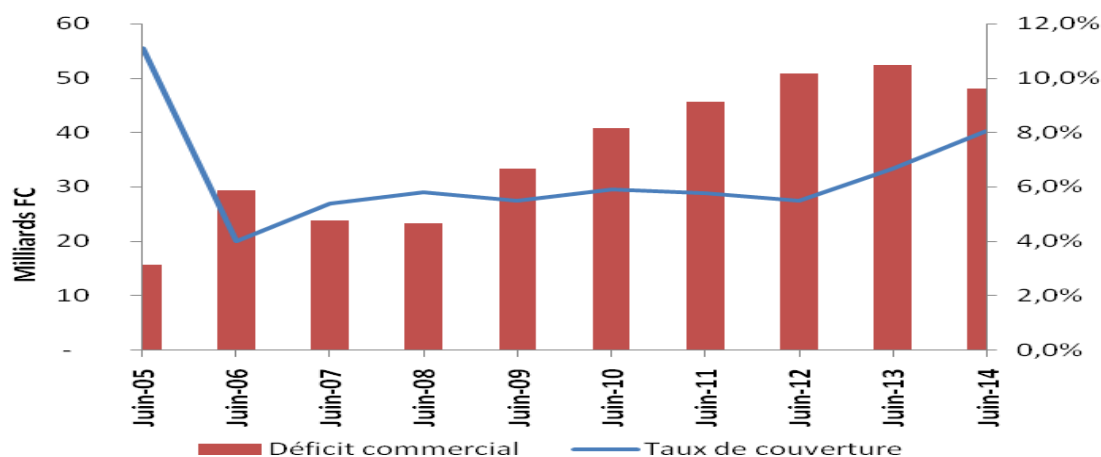
*Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)*

*\* Prévisions*

## 2 - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

A fin juin 2014, le déficit commercial a diminué, pour s'établir à 48,1 milliards FC contre 52,4 milliards FC en juin 2013, soit une contraction de 8,2%, en liaison avec la hausse de la valeur des exportations combinée à un recul de celle des importations. Le taux de couverture extérieure s'est amélioré de 1,4 point pour s'établir à 8,1% après 6,7% à fin juin 2013. .

Evolution du déficit commercial et du taux de couverture



Source : Direction Générale des Douanes

La valeur des exportations s'est élevée à 4,2 milliards FC en juin 2014, soit une croissance de 12,3% par rapport à fin juin 2013, après une forte hausse de 26,8% à la même période de l'année précédente. Cette hausse est essentiellement liée aux réexportations des matériels roulants des entreprises étrangères installées aux Comores pour la réfection des routes.

Évolution des exportations des Comores aux premiers semestres					
Produits	Quantités (tonnes)		Valeurs FOB (millions FC)		Variation (valeur) 14 / 13 en %
	2013	2014*	2013	2014*	
Vanille	83	18	1210	413	-65,9
Girofle	622	130	1574	239	-84,8
Ylang-ylang	20	12	418	290	-30,6
Autres essences	-	-	-	-	-
Autres produits	692	3 350	549	3 271	495,5
Dont réexportation des matériels roulants				1 959	
<b>Total</b>	<b>1 417</b>	<b>3 509</b>	<b>3 751</b>	<b>4 212</b>	<b>+12,3</b>

Source : Direction Générale des Douanes

\*Chiffres provisoires

Les exportations des produits de rente n'ont rapporté que 0,9 milliard au 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 3,2 milliards FC un an plus tôt, cette baisse se manifestant sur les trois principaux produits, que sont la vanille, les essences d'ylang-ylang et le girofle, en raison d'un comportement attentiste des opérateurs observant un mouvement baissier des prix sur les marchés internationaux.

Les importations (en données CAF) se sont contractées de 6,9% au 1<sup>er</sup> semestre 2014, pour s'établir à 52,3 milliards FC au 30 juin 2014 contre 56,2 milliards FC au 30 juin 2013. Cette baisse, amorcée depuis le 2<sup>nd</sup> semestre 2013, résulte plus d'un effet-prix, notamment suite à l'appréciation du franc comorien par rapport aux devises des principaux partenaires depuis janvier 2013, que d'un effet-volume, les quantités importées ayant augmenté.

Au 30 juin 2014, par catégorie, le recul des importations a concerné à la fois les biens d'équipements, les biens intermédiaires et les produits pétroliers, qui ont respectivement diminué de 42%, de 5% et de 7,6%. Le recul des importations des produits pétroliers est à relier à la baisse du coût d'approvisionnement moyen de ces produits. En revanche, les importations des biens alimentaires ont augmenté de 8% pour s'établir à 10,7 milliards FC, en liaison avec la hausse des importations de riz, de viande, de poisson et de farine.

<b>Evolution des importations des Comores aux premiers semestres</b>					
<b>Produits</b>	<b>Quantités (en tonnes)</b>		<b>Valeurs CAF (en millions FC)</b>		<b>Variat (%) 14/13 (valeur)</b>
	2013	2014*	2013	2014*	
Riz	22 143	24 025	3 980	4 968	+24,8
Viande, poisson	5 501	5 540	2 737	3 023	+10,4
Farine	4 906	5 360	1 143	1 223	+7,1
Sucre	3 386	1 347	989	332	-66,4
Produits laitiers	2 083	2 243	1 092	1 196	+9,5
Produits pharma	124	333	395	1 123	+207,4
Tissus confection	966	454	390	212	-45,7
Produits pétroliers	31 137	41 699	13 936	12 878	-7,6
Ciment	69 977	72 688	2 931	3 216	+9,7
Véhicules	3 138	2 799	6 343	3 658	-42,3
Fer, fonte, acier	7 982	5 785	2 476	1 912	-22,8
Autres produits	41 452	37 084	19 768	18 489	-6,5
<b>Total</b>	<b>192 794</b>	<b>199 357</b>	<b>56 181</b>	<b>52 321</b>	<b>-6,9</b>

*Source : Direction générale des douanes*

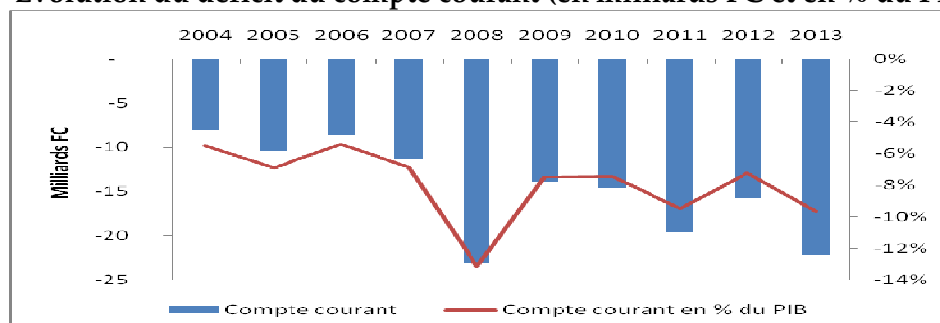
*\* Chiffres provisoires*

### 3 – BALANCE DES PAIEMENTS DE L'ANNEE 2013

Après avoir enregistré une amélioration en 2012, le déficit du compte des transactions courantes de la balance des paiements s'est creusé en 2013, représentant 9,6% du PIB après 7,2% en 2012, du fait d'une aggravation du déficit commercial, accompagnée d'une baisse des transferts courants publics.

Le compte de capital et d'opérations financières s'est par contre amélioré pour s'établir à 10,6% du PIB, après 7% en 2012. Cette évolution masque des évolutions contrastées de ses composantes, avec une forte contraction du compte d'opérations financières et une forte progression du compte de capital, en liaison avec les opérations d'enregistrement de l'allègement de la dette publique externe.

Évolution du déficit du compte courant (en milliards FC et en % du PIB)



Source : Enquêtes BCC

#### 3.1 – Le compte des transactions courantes

##### 3.1.1 - Biens

En 2013, l'évolution des échanges commerciaux a été marquée par une hausse des importations (+1,1%), accompagnée d'une légère amélioration de la valeur des exportations (+1,8%). Le déficit commercial, en données FOB, a augmenté de 0,8 milliard FC pour se situer à 76,7 milliards FC contre 75,9 milliards FC en 2012, tandis que le taux de couverture est resté stable à 9,9%.

Les exportations de biens se sont élevées à 7,6 milliards FC contre 7,5 milliards FC en 2012, soit une hausse de 1,8%. Cette légère amélioration s'explique essentiellement par la remontée des prix à l'exportation de la vanille, qui sont passés de 7 000 FC à 15 800 FC le Kg en moyenne.

En effet, la valeur des exportations de vanille a plus que doublé en 2013, pour s'établir à 1,4 milliard FC contre seulement 0,6 milliard FC en 2012, bénéficiant à la fois d'un effet volume (les quantités exportées ont augmenté de +13,5%) et d'un effet prix (les prix à l'exportation ont doublé). Ces exportations ont contribué à hauteur de 11,5 points à la croissance des exportations en 2013 contre 2,2 en 2012 et 0,1 en 2011.

Les exportations des essences d'ylang-ylang ont également bénéficié de meilleures conditions de vente, s'élevant à 0,8 milliard FC contre 0,7 milliard FC en 2012, soit une hausse de 20%, alors qu'elles avaient diminué de 10,6% en 2012.

En revanche, les exportations de girofle ont diminué de 38,5% en 2013, ne rapportant que 3,4 milliards FC contre 5,5 milliards FC en 2012 et 6,4 milliards FC en 2011. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des quantités exportées, dans un contexte de repli des cours sur le marché international. En conséquence, la part de ce produit dans le total des exportations est passée de 73,6% en 2012 à 44,4% en 2013.



## Balance des Paiements (en millions FC)

	2011	2012	2013*
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-19 615</b>	<b>-15 753</b>	<b>-22 104</b>
<b>Biens</b>	<b>-61 466</b>	<b>-75 941</b>	<b>-76 743</b>
Crédit	9 128	7 469	7 609
Débit	-70 594	-83 411	-84 352
<b>Services</b>	<b>-11 172</b>	<b>-12 933</b>	<b>-11 260</b>
Crédit	26 874	26 817	30 955
Débit	-38 046	-39 751	-42 215
<b>Revenus</b>	<b>-277</b>	<b>-648</b>	<b>-786</b>
Crédit	1 342	1 440	1 526
Débit	-1 619	-2 088	-2 312
<b>Transferts courants</b>	<b>53 301</b>	<b>73 777</b>	<b>66 685</b>
Crédit	71 217	92 961	88 019
Débit	-17 916	-19 191	-21 335
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>15 601</b>	<b>15 220</b>	<b>24 317</b>
<b>Compte de Capital</b>	<b>20 972</b>	<b>19 256</b>	<b>63 578</b>
Crédit	20 974	19 256	63 578
Débit	-2	0	0
<b>Transferts de capital</b>	<b>20 972</b>	<b>19 256</b>	<b>63 578</b>
Crédit	20 974	19 256	63 578
Débit	0	0	0
<b>Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Crédit	0	0	0
Débit	-2	0	0
<b>Compte des opérations financières</b>	<b>-5 371</b>	<b>-4 036</b>	<b>-39 260</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>8 171</b>	<b>3 973</b>	<b>3 504</b>
A l'étranger (par des résidents)	0	0	0
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	8 171	3 973	3 504
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Avoirs	0	0	0
Engagements	0	0	0
<b>Autres investissements</b>	<b>-7 493</b>	<b>4 892</b>	<b>-53 389</b>
Avoirs	-3 928	3 537	-5 104
Engagements	-3 565	1 355	-48 284
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>-6050</b>	<b>-12 901</b>	<b>10 625</b>
Or monétaire	-46	-45	122
Droits de tirages spéciaux	-1 049	-789	-1 444
Position de réserve au FMI	-9	-14	14
Devises étrangères	-4 950	-12 063	11 940
Autres créances	4	11	-8
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>4 984</b>	<b>533</b>	<b>-2 213</b>

Source : Banque Centrale des Comores

\* Chiffres provisoires

Les autres produits d'exportation ont représenté 2 milliards FC contre seulement 0,8 milliard FC en 2012, contribuant à hauteur de 16,9% à la croissance des exportations en 2013. Leur part dans le total des exportations est passée de 10,1% en 2012 à 26,5%.

Les importations FAB se sont établies à 84,4 milliards FC, soit une hausse de 1,1% par rapport à 2012, en liaison avec la hausse de la facture pétrolière et des biens intermédiaires.

En données CAF, les importations de produits pétroliers ont vu leur rythme de croissance décélérer, s'établissant à 26,2 milliards FC contre 25,5 milliards FC en 2012 après 22,2 milliards FC en 2011. Cette décélération est liée au recul de 14,6% du prix d'approvisionnement moyen de la tonne, en dépit de la progression de 20,4% du volume importé.

Les importations de biens d'équipement ont aussi augmenté de 2,7% contre un repli de 45,8% en 2012, s'établissant à 10 milliards FC, sous l'effet de l'augmentation du volume importé.

Les biens intermédiaires ont augmenté de 2,9% en 2013 pour s'établir à 10,6 milliards FC, en liaison avec l'exécution des travaux de construction d'infrastructures publiques et privées. Leur part dans le total des biens importés est toutefois restée stable à 10%.

Les biens alimentaires ont diminué de 13% pour s'établir à 21,3 milliards FC, suite d'une part au recul du volume des principaux biens, notamment le riz, la viande et la farine et d'autre part à la quasi stabilité des prix de ces biens. Leur part dans le total des importations a perdu 3,2 points pour s'établir à 20,2%.

### **3.1.2 - Services**

Le déficit du compte des services a légèrement diminué (de 1,7 milliard FC), pour s'établir à 11,3 milliards FC contre 12,9 milliards FC en 2012. Cette amélioration provient essentiellement des recettes du poste « Voyages » qui ont augmenté de 25,5%. Le solde du poste « Transports », principal poste déficitaire du compte des services, a enregistré une hausse de 1,2% par rapport à 2012, soit la plus petite progression sur la période 2003-2013, en liaison avec la faible évolution des importations de biens.

### **3.1.3 – Revenus**

Aux Comores, seule la rubrique « Revenus des Investissements » est renseignée.

Le déficit de la balance des revenus s'est accru de 0,1 milliard FC, s'élevant à 0,8 milliard FC en 2013, en liaison avec l'accroissement des flux débiteurs, notamment des revenus de l'activité du secteur bancaire, en dépit du recul du service de la dette.

### **3.1.4 – Transferts courants**

En 2013, les transferts courants ont fortement diminué pour s'établir à 66,7 milliards FC contre 73,8 milliards FC, représentant 38,1% du PIB contre 33,7% du PIB en 2012. Cette baisse est liée au recul des transferts publics nets, qui se sont contractés de 21,3 milliards FC pour s'établir à 17,9 milliards FC, en dépit de la hausse des transferts privés nets, qui ont augmenté de 14,2 milliards FC pour s'établir à 48,7 milliards FC.

## **3.2 – Le compte de capital et d'opérations financières**

Le compte de capital et d'opérations financières a été fortement impacté par l'allègement de la dette publique extérieure. Il a augmenté de 9,1 milliards FC pour s'établir à 24,3 milliards FC en 2013, représentant 10,6% contre 7% en 2012. Ainsi, le compte de capital s'est établi à 63,6 milliards FC contre 19,3 milliards FC en 2012, tandis que le compte financier s'est établi à un déficit de 39,3 milliards FC, après un déficit de 4 milliards FC en 2012.

En faisant abstraction de l'annulation de la dette, le compte de capital afficherait une contraction de 20%, pour s'élever à 15 milliards FC, en liaison avec le recul par rapport à 2012 des financements des projets publics, tandis que le compte financier aurait augmenté de 13,4 milliards FC, en liaison avec l'évolution des avoirs de réserve.

Par ailleurs, le poste « Autres investissements » est passé de 4,9 milliards FC à -53,4 milliards FC, suite à la comptabilisation de l'allègement de la dette, masquant ainsi certaines évolutions comme la baisse des engagements du système bancaire. En faisant abstraction de l'allègement de la dette, le solde de ce poste se serait établi à -4,8 milliards FC, en liaison avec une hausse de 5,2 milliards FC du niveau des avoirs du pays, conjuguée à une baisse de 0,3 milliard FC des engagements.

Les avoirs extérieurs ont diminué de 10,6 milliards FC, en dépit de la consolidation de 1,4 milliard FC des avoirs en DTS.

## 4 – EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

### 4.1 – Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2014

La loi de finances rectificative de 2014 a fixé les prévisions budgétaires comme suit :

- 39,3 milliards FC de recettes publiques internes, réparties en 32,7 milliards FC de recettes fiscales et 6,7 milliards FC de recettes non fiscales,
- 25,4 milliards FC de recettes externes,
- 42,9 milliards FC de dépenses courantes primaires, dont 20,1 milliards FC pour le seul poste «salaires »,
- 38,7 milliards FC de dépenses en capital, dont 30,7 milliards FC financées sur ressources extérieures.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

<b>BUDGET GENERAL</b>	<i>(en millions FC)</i>	
	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Recettes fiscales	29 600	32 647
Recettes non-fiscales	5 645	6 664
Recettes exceptionnelles		
Recettes externes	26 402	25 395
<b>Total des recettes</b>	<b>61 647</b>	<b>64 706</b>
Dépenses courantes	<b>40 294</b>	<b>39 326</b>
Rémunération du personnel	18 408	20 126
Biens et services	9 231	10 033
Transferts	4 868	5 336
Intérêts de la dette	881	405
Dépenses courantes sur financement extérieur	6 906	3 426
Dépenses en capital	<b>20 808</b>	<b>38 718</b>
Sur financement propre	5 006	7 238
Sur financement extérieur	15 072	30 687
Financées sur fonds de contrepartie	730	793
<b>Total des dépenses</b>	<b>61 102</b>	<b>78 044</b>
<b>Solde Primaire*</b>	<b>-2 268</b>	<b>-3 422</b>

*Sources : Lois de Finances rectificatives 2013 et 2014*  
*\* Recettes intérieures – Dépenses courantes intérieures (hors intérêts) – Dépenses en capital sur financement propre*

### 4.2 – Exécution du budget au 1er semestre 2014

Par rapport à 2013, la situation des finances publiques s'est légèrement dégradée à fin juin 2014. Les recettes intérieures ont enregistré une évolution défavorable, à cause notamment d'une perception plus faible des recettes non fiscales, en dépit de la consolidation des recettes fiscales. En revanche, les dépenses courantes ont légèrement diminué. Le solde primaire s'est dégradé, ressortant à 2,3 milliards FC à fin juin 2014 contre 1,4 milliard FC à fin juin 2013.

#### 4.2.1 - Les recettes

A fin juin 2014, les recettes intérieures se sont élevées à 18,5 milliards FC, en baisse de 5,3% par rapport au niveau atteint à la même période de l'année dernière. Par rapport aux prévisions, cette réalisation représente 40% contre 60% au 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Recettes budgétaires de l'État au 1 <sup>er</sup> semestre des années 2012 à 2014			
(en millions FC)	Juin 2012	Juin 2013	Juin 2014*
<b>Recettes fiscales</b>	<b>12.472</b>	<b>14.609</b>	<b>14.692</b>
Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices	3.049	3.884	3.542
TC et assimilées	2.483	3.293	2.998
Commerce international**	5.057	2.508	2.340
Droits d'accises	1.744	4.839	5.756
<b>Recettes non-fiscales</b>	<b>9.827</b>	<b>4.872</b>	<b>3.760</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>22.299</b>	<b>19.482</b>	<b>18.451</b>

Sources : Ministère des finances, CREF

\* Provisoires

\*\* A partir de 2013, une nouvelle classification des recettes douanières a été mise en place, excluant désormais la Taxe à la Consommation et la patente à l'importation ainsi que l'acompte IBD payé à l'importation

Les recettes fiscales, principale composante de ces recettes, ont été recouvrées à hauteur de 37% contre 54% au 30 juin 2013, soit un montant de 14,7 milliards FC à fin juin 2014 contre 14,6 milliards FC à fin juin 2013.

Le taux de perception des recettes non fiscales n'a atteint que 56% contre 86% à fin juin 2014. Ces recettes se sont élevées à 3,4 milliards FC à fin juin 2014 contre 4,9 milliards FC à fin juin 2013, soit une baisse de 22,8%.

#### 4.2.2 - Les dépenses

Le taux d'exécution des dépenses intérieures a atteint 54% à fin juin 2014 par rapport à la prévision annuelle. Par catégorie de dépenses, les taux de réalisation s'élèvent à 57% pour les dépenses de personnel, à 58% pour les autres biens et services et à 42% pour les transferts et subventions. Au niveau des dépenses en capital, le taux de réalisation s'élève à 39,8%.

Les dépenses intérieures se sont élevées à 20,8 milliards FC à fin juin 2014 contre 20,9 milliards FC à fin juin 2013. Cette évolution résulte essentiellement de la contraction des dépenses en capital de 41,2%, qui n'ont représenté que 2,5 milliards FC contre 4,3 milliards FC en juin 2013. En revanche, les dépenses courantes primaires ont enregistré une hausse de 9,8%, pour s'élever à 18,3 milliards FC contre 16,6 milliards FC un an plus tôt. Toutes les composantes des dépenses sont en hausse par rapport aux projections, notamment la masse salariale, qui a dépassé de 685 millions le niveau des prévisions en raison de la hausse plus importante que prévu accordée aux enseignants.

Dépenses budgétaires de l'Etat aux 1 <sup>ers</sup> semestres des années 2012 à 2014			
(en millions FC)	Juin 2012	Juin 2013	Juin 2014*
<b>Dépenses courantes primaires</b>	<b>15.534</b>	<b>16.636</b>	<b>18.262</b>
Traitements et salaires	9.118	9.288	10.748
Biens et services	4.205	4.739	5.316
Transferts	2.211	2.609	2.198
<b>Dépenses en capital (fin. propre)</b>	<b>1.933</b>	<b>4.252</b>	<b>2.502</b>
<b>Total des dépenses intérieures</b>	<b>17.467</b>	<b>20.888</b>	<b>20.764</b>

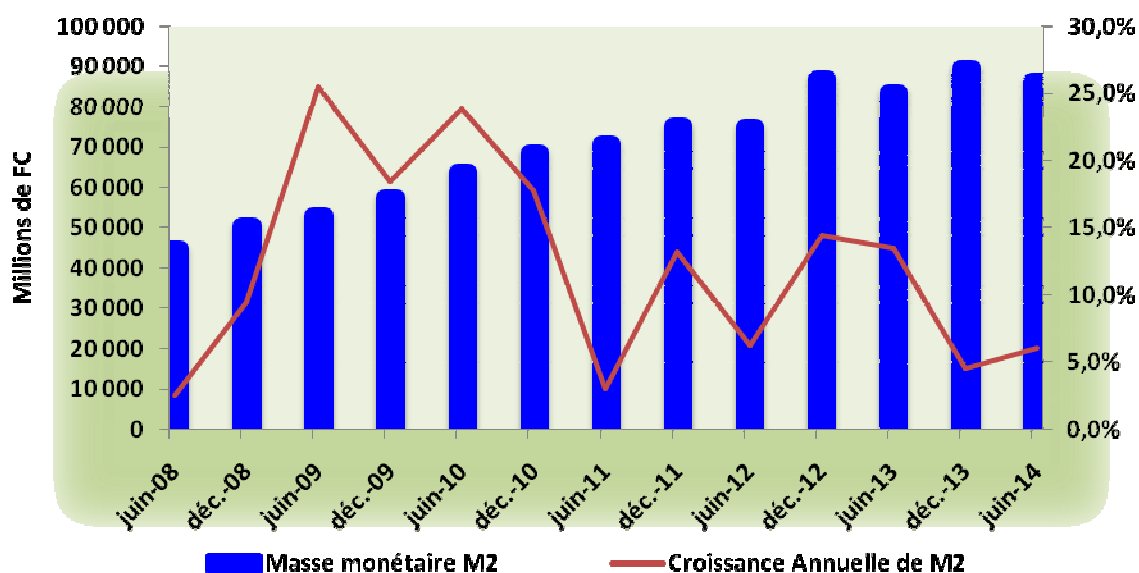
Sources : Estimations des services du FMI Ministère des finances, CREF

\* Projections du FMI

## 5 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2014, la masse monétaire a enregistré une croissance de 3,4% par rapport à juin 2013, sous l'influence de la hausse du « crédit intérieur » (+13%).

**Évolution de la masse monétaire et de son taux de croissance annuel**



Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

### 5.1 – La masse monétaire

EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)				Variation (%) / Juin 2014		
	déc-12	juin-13	déc-13	juin-14	déc-12	juin-13	déc-13
<b>M1 / Moyens de paiements</b>	56 525	52 448	56 878	54 035	-4,4	3,0	-5,0
Circulation Fiduciaire hors BEF	21 755	18 855	21 740	20 220	-7,1	7,2	-7,0
Dépôts à vue	34 770	33 593	35 138	33 815	-2,8	0,7	-3,8
Banque Centrale	509	630	473	567	11,4	-10,0	19,9
Banques et Etablissements Financiers	34 261	32 963	34 665	33 248	-3,0	0,9	-4,1
<b>M2 - M1 / Epargne Liquide</b>	30 871	31 402	32 984	32 640	5,7	3,9	-1,0
<b>M2 / Masse Monétaire</b>	87 396	83 850	89 862	86 675	-0,8	3,4	-3,6

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

A fin juin 2014, l'agrégat « **M1-Moyens de paiements** » a atteint 54 milliards FC, en hausse de 3% par rapport à fin juin 2013 contre une hausse de 10,1% à la même période de l'année précédente. Cette évolution a surtout concerné la circulation fiduciaire (+7,2%), les dépôts à vue ne se consolidant que de 0,7%.

En revanche, par rapport à décembre 2013, cet agrégat s'est contracté de 2,8 milliards FC (-5%), en relation avec le recul de 7% de la circulation fiduciaire qui s'est élevée à 20,2 milliards FC à fin juin 2014 contre 21,7 milliards FC en décembre 2013.

Les dépôts à vue se sont contractés de 3,8% par rapport à décembre 2013, en raison essentiellement de la baisse de 4,1% des dépôts de la clientèle auprès des établissements bancaires.

L'agrégat « M2 - M1, Épargne liquide » a atteint 32,6 milliards FC en juin 2014 contre 31,4 milliards FC en juin 2013, après près de 33 milliards FC en décembre 2013, représentant respectivement une hausse de 4% et une baisse de 1%.

## 5.2 - Les contreparties

A fin juin 2014, les avoirs extérieurs nets se sont élevés à 46,8 milliards FC contre 49,2 milliards FC un an plus tôt, soit une baisse de 5%. Cette baisse a surtout porté sur les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, qui sont passés de 48,4 milliards FC à 43,7 milliards FC entre juin 2013 et juin 2014. En revanche, la position extérieure nette des banques et établissements financiers s'est fortement améliorée par rapport à juin 2013.

Par rapport à décembre 2013, la position extérieure nette du système bancaire s'est dégradée, revenant de 56,6 milliards FC en décembre 2013 à 46,8 milliards FC en juin 2014.

Le crédit intérieur a atteint 66,6 milliards FC, en hausse de 13% par rapport à juin 2013 et de 11,5% par rapport à décembre 2013.

Le crédit au secteur privé a été à l'origine de cette hausse, s'élevant à 58,9 milliards FC à fin juin 2014 après 54,2 milliards et 47,8 milliards FC respectivement en décembre 2013 et décembre 2012. Ces crédits ont été orientés pour 51,5% aux entreprises privées et pour 44,8% aux particuliers.

EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)				Variation (%) / Juin 2014		
	déc-12	juin-13	déc-13	juin-14	déc-12	juin-13	déc-13
<b>AVOIRS EXTERIEURS (NETS)</b>	<b>62 709</b>	<b>49 237</b>	<b>56 567</b>	<b>46 771</b>	-25,4	-5,0	-17,3
Banque Centrale des Comores	62172	48 389	50 242	43 735	-29,75	-9,6	-13,0
Banques et Etablissements Financiers	537	848	6 325	3 036	465,3	258,0	-52,0
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>49 366</b>	<b>58 958</b>	<b>59 704</b>	<b>66 618</b>	35,0	13,0	11,6
<b>Créances nettes sur l'Administration Centrale</b>	<b>1 604</b>	<b>4 050</b>	<b>5 511</b>	<b>7 708</b>	380,6	90,3	39,9
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	13 779	14 651	15 787	15 780	14,5	7,7	-0,1
Dépôts (de l'Administration Centrale)	12 175	10 601	10 276	8 072	-33,7	-23,9	-21,5
<b>Crédits à l'économie</b>	<b>47 763</b>	<b>54 908</b>	<b>54 193</b>	<b>58 910</b>	23,3	7,3	8,7
Autres Sociétés Financières	0	21	97	10		-52,4	-89,7
Adm. États Fédérés et Locales	188	171	154	135	-28,2	-21,1	-12,3
Sociétés Non Financières Publiques	512	1 850	986	2054	301,2	11,0	108,3
Autres Sociétés Non Financières	25 579	29 493	29 075	30 348	18,6	2,9	4,4
Autres Secteurs Résidents	21 483	23 373	23 881	26 363	22,7	12,8	10,4
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>-24 679</b>	<b>-24 345</b>	<b>-26 409</b>	<b>-26 714</b>	8,3	9,7	1,2
<b>Total des Contreparties</b>	<b>87 396</b>	<b>83 850</b>	<b>89 862</b>	<b>86 675</b>	-0,8	3,4	-3,6

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Les créances nettes à l'Administration Centrale ont augmenté de 90% par rapport à juin 2013 contre 26,9% sur la même période une année auparavant, pour s'élever à 7,7 milliards FC après 5,5 milliards FC en décembre 2013. Cette évolution est en rapport avec la baisse des dépôts, dont l'encours est passé 10,6 milliards FC en juin 2013 à 8 milliards FC en juin 2014, tandis que les créances brutes, qui ont enregistré en décembre 2013 le décaissement de la 6<sup>ème</sup> et dernière revue du programme FEC, progressaient de 1,1 milliard FC, pour s'établir à 15,8 milliards FC en juin 2014 contre 14,7 milliards FC en juin 2013.

-----